

Je m'oppose au projet Énergie Saguenay de GNL Québec ainsi qu'au projet Gazoduc associé car il aura un impact considérable sur l'écosystème terrestre et marin du Saguenay et contribue à l'augmentation de la production mondiale de GES.

En pleine crise climatique, le gouvernement doit demeurer à l'écoute des experts qui se penchent sur les retombées environnementales et économiques du projet. En vantant les prétendus bienfaits du projet sur l'économie québécoise et sur l'utilisation du charbon, les promoteurs et le gouvernement actuel font fi des nombreuses études scientifiques qui démontrent plutôt le contraire.

D'abord, les GES liées au projet atteindraient chaque année plus de huit millions de tonnes, et ce, seulement au Québec, puisque ce chiffre ne prend pas en compte des émissions liées à l'exploitation du gaz naturel en Alberta, par fracturation, ni des émissions en « aval ». Par ailleurs, il me semble peu pertinent de vanter le remplacement des combustibles plus polluants, comme le charbon, puisque rien n'indique que ce type d'énergie ne sera pas vendu ailleurs, c'est-à-dire dans des pays plus pauvres. L'auteur de l'étude commandée au Centre international de référence sur le cycle de vie des produits (CIRAIG), soit l'étude reprise par les promoteurs pour confirmer les bienfaits environnementaux liés au projet, relève les fortes incertitudes de son rapport et considère même la possibilité que le projet entraîne une hausse globale de 40 millions de tonnes de GES.

Le projet vient également nuire à l'habitant essentiel reconnu et protégé du béluga du Saint-Laurent, une espèce en voie de disparition en raison de la pollution sonore dans les milieux marins. L'augmentation du trafic marin qu'occasionnerait la tenue du projet met donc directement en danger l'espèce. Le projet s'inscrit donc en contradiction des objectifs du plan de rétablissement du béluga du Saint-Laurent en prévoyant l'usage de méthaniers et la construction de deux ports majeurs sur le Saguenay.

Alors que la population québécoise souhaite amorcer une transition énergétique vers des ressources renouvelables, il demeure primordial que le gouvernement écoute ses citoyens et les experts scientifiques, qu'il tienne compte du processus de consultations publiques en environnement et qu'il cesse de soutenir des projets extractifs et polluants.

Daniela Bea